

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT HUON SAS

COAT COULS
22140 BEGARD

Code AIOT : 0005500010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement ETABLISSEMENT HUON SAS implanté COAT COULS 22140 BEGARD. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT HUON SAS
- COAT COULS 22140 BEGARD
- Code AIOT : 0005500010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS ETABLISSEMENT HUON est spécialisée dans le compostage et la production d'engrais et amendements organiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle physique des abords des installations;
- Contrôles documentaires de l'autosurveillance de l'exploitant (rejets eaux pluviales, rejets atmosphériques, étude de bruit,...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 1.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 3.2.3	/	Sans objet
9	Accès et circulation	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 7.2.1	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 7.2.3	/	Sans objet
11	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 7.5.3	/	Sans objet
12	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 7.5.7	/	Sans objet
15	Déchets à traiter	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 8.1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Déclaration accident/incident	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 2.5.1	/	Sans objet
4	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 2.6	/	Sans objet
5	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 3.2.1	/	Sans objet
6	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 3.2.2	/	Sans objet
8	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 4.3.7	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 7.6.3	/	Sans objet
14	Déchets à traiter	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 8.1.1.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Etude de bruit	Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 9.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures. Toutefois l'exploitant devra répondre aux différentes non-conformités mineures et observations listées dans le présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Niveau d'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées - 3532: Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux... Capacité de traitement: 205,5 t/jour -> Régime A - 2170-1: Fabrication des engrais et support de culture à partir de matières organiques Capacité de production: 30 000 tonnes par an de fertilisants organiques, soit 115 tonnes par jouret 190 tonnes par jour en pointe -> Régime A - 2780-1: Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t / j Capacité de production: 28 000 tonnes par an (déjections animales), 120 tonnes par jour -> Régime A - 2260-a: Broyage – criblage de substances végétales ou tout autre produit organique Puissance totale installée : 1000 kW -> Régime A - 2171: Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole. Capacité: 9700 m ² , soit 32 237 m ³ -> Régime D
Constats : - 3532: Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux: Conforme - 2170-1: Fabrication des engrais et support de culture à partir de matières organiques : Non conforme pour l'année 2021. Toutefois la Société HUON a porté à la connaissance du préfet son souhait d'optimiser ses installations en passant la cadence de travail de 2X8h à 3X8h et ainsi d'augmenter sa production de 30 000t/an à 35 000t/an. Le dossier est en cours d'instruction par nos services. - 2780-1: Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t / j: Conforme - 2260-a: Broyage – criblage de substances végétales ou tout autre produit organique: Inchangé - 2171 Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole: Inchangé La Société HUON a déporté une partie du stockage des produits finis à Tonquédec. Elle prévoit aussi de stocker une partie de la production sur un site situé à Plouisy. De même, l'exploitant projette d'aménager une aire d'attente des poids lourds sur un terrain avoisinant le site afin d'améliorer la sécurité des accès au site. Cette parcelle en cours de reclassement dans le cadre de la révision du PLUI, devrait être équipée de barrières de sécurité, d'un pont bascule et d'une zone de nettoyage/désinfection des camions. Ce stockage et les aménagements de l'aire d'attente des camions devront faire l'objet d'un porter à connaissance au préfet, avant réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2010, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La société SEDE, filiale de VEOLIA a repris l'intégralité de l'entreprise HUON en mars 2021. Compte tenu de ce changement d'exploitant, le dernier Kbis devra être adressé au service d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. 11 précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incendie qui a eu lieu en novembre 2020 sur le site de production a bien été déclaré auprès des services d'inspection. Suite à cet accident des mesures de sécurité du site et de protection de l'environnement ont été mises en place. La cause de l'accident a été identifiée, il s'agissait de l'armoire électrique. Cette dernière a été déplacée dans un nouveau local déporté aux murs coupe-feu. Plusieurs mesures de sécurité autres ont été et seront mises en place: <ul style="list-style-type: none">- Affichage du plan de site à l'entrée;- Plaquettes de consigne de sécurité remises aux personnes extérieures et notamment aux chauffeurs;- Mise en place d'une signalétique concernant la circulation des piétons et des camions;- Amélioration de l'éclairage intérieur et extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plans tenus à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de demande d'autorisation initial, - les plans tenus à jour, - les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de nous présenter un plan à jour. Un plan général de l'établissement sur lequel figurent les réseaux (eau, électricité, gaz) devra être adressé au service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduits et installations raccordées: - N° de conduit: 1 Installations raccordées: bio-filtre Hauteur en m: 13 / Diamètre en m: 0,4 Débit Nm3/h: 5250 Caractéristiques: Traitement de l'air vicié des 6 cellules bâtiment B Coordonnées Lambert 93: X : 237162 Y : 6 865 905 - N° de conduit: 2 Installations raccordées: Laveur d'air acide+ biofiltre Hauteur en m: 12 / Diamètre en m: 2,4 Débit Nm3/h: 67150 Caractéristiques: Traitement de l'air vicié zone maturation bâtiment C + 4 cellules bâtiment D Coordonnées Lambert 93: X : X : 237 156 Y : 6 856 892 - N° de conduit: 3 Installations raccordées: Filtres locaux de formulation/ granulation Diamètre en m: 0,6 Débit Nm3/h: 18000 Caractéristiques: Traitement de l'air du local de formulation granulation Coordonnées Lambert 93: X : 237 247 Y : 6 856 864
Constats : L'installation de traitement de l'air est raccordée à 3 conduits opérationnels le jour du contrôle: - Conduit 1: biofiltre - Conduit 2: laveur d'air acide et biofiltre - Conduit 3: filtres à manche sur formulation et granulation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés: <ul style="list-style-type: none">à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après réduction de la vapeur d'eau (gaz secs);à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous: Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes: [...] - Conduit n° 1: NH ₃ : 25 mg/m ³ H ₂ S: 2 mg/m ³ Odeurs: 360 Uo/m ³ - Conduit n° 2: NH ₃ : 25 mg/m ³ H ₂ S: 2 mg/m ³ Odeurs: 1000 Uo/m ³ - Conduit n° 3: Poussières totales: 10 mg/m ³
Constats : Le rapport DEKRA du 16 décembre 2021 a été remis à l'inspection. Les rejets atmosphériques (NH ₃ , H ₂ S et poussières) sont conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le rapport pour l'année 2022 une fois réalisé devra être transmis au service de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, après tamponnage (bassin de 760 m ³), régulation (débit de fuite de 6 litres par seconde) et traitement par débourbeur – séparateur d'hydrocarbures, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur, les valeurs limites ci-dessous définies: [...] MES: 20 mg/l DCO: 100 mg/l Hydrocarbure: 5mg/l
Constats : Les résultats d'analyses des eaux pluviales pour l'année 2021 sont conformes. Les résultats des analyses réalisées en 2022 devra être transmis au service de contrôle. Le dernier BSD (Bordereau de suivi de déchets dangereux) signé le 17/11/2022 concernant la vidange du séparateur d'hydrocarbures (boues hydrocarbures) a été transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès et circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accès et circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.
Constats : Les voies de circulation (engins, camion, piétons) ne sont pas correctement identifiées. La société Huon a prévu de revoir la signalétique. L'accès ouest est très embourbé et devra être remis en état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Le compte-rendu de vérification Q18 du 04/11/2021, établi par l'organisme DEKRA a été remis à l'inspection. Il conclut qu'il n'y a pas de danger constaté. Les rapports de vérifications Q18 et Q19 de 2022 devront être transmis au service d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et étanchéité des réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : » <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants,- 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800L. [...]
Constats : Il a été constaté l'absence de protection sécurisée du réservoir d'acide sulfurique situé à proximité du laveur d'air et une partie de clôture manquante. Celui-ci devra être protégé des impacts pouvant être engendrés par les engins de passage. La partie manquante de la clôture devra être remise en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Chargement et déchargement des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Protection des opérateurs: Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, rappel, éventuel, des mesures préconisées par l'étude de dangers pour les produits toxiques....). En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.
Constats : La douche de sécurité située près du dépotage de l'acide sulfurique n'était pas fonctionnelle. Celle-ci devra être réparée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée au minimum de 540 m3, toujours en eau;- une prise d'eau (bouche incendie) munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau (60 m3/h pendant 2 heures) est périodiquement contrôlé. Le réseau (RIA) est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'établissement dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'un bassin incendie- d'un poteau incendie- d'extincteurs. Suite au dernier incendie survenu en 2020, l'exploitant a fait l'acquisition de nouveaux matériaux de défense contre l'incendie avec : pompe GMP incendie, dévidoirs avec 8 x 40 m de tuyaux, lance incendie et tuyaux souples. Un exercice pour tester ce matériel a été réalisé le 05/05/2022. Un nouvel exercice est prévu avec le SDIS en 2023. Un compte-rendu sera transmis au service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déchets à traiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, articles 8.1.3 et 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue d'un registre et bilan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.1.3: Tenue d'un registre Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donnera lieu à un enregistrement de: <ul style="list-style-type: none">- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues. Les livraisons refusées sont également mentionnées sur ce registre. Article 8.1.4: Bilan Chaque année, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan portant sur: <ul style="list-style-type: none">- les quantités de matières entrantes par élevage d'origine;- les quantités de compost produit;- les résultats des analyses effectuées;- les flux en matières fertilisantes. L'exploitant doit annuellement déclarer à l'administration les flux d'azote sortants, en les ventilant selon le type de valorisation dont ils font l'objet. S'agissant de l'azote valorisé par épandage agricole, la déclaration comportera l'identification de chacune des exploitations receveuses et pour chacune d'elles les quantités d'azote reçues ainsi que le type de produit.
Constats : Les copies des déclarations des flux d'azote (DFA) pour l'année 2021 et 2022 devront être adressées au service d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déchets à traiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 8.1.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mouvements de fertilisants feront l'objet d'un enregistrement indiquant la date, la quantité enlevée et les coordonnées du destinataire. Des analyses, au minimum mensuelles, des matières fertilisantes seront réalisées pour chaque lot de fabrication. Les matières fertilisantes sont exportées conformément aux dispositions du programme d'actions directive nitrates en vigueur. [...] Les analyses au minimum mensuelles, ou pour chaque lot de fabrication homogène, portent au minimum sur les paramètres suivants : matières sèches, azote total, phosphore total, métaux lourds, paramètres bactériologiques. En plus des obligations précitées, l'étiquetage doit indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires. L'étiquetage des produits est assuré par la personne physique ou morale qui en assure la mise sur le marché.
Constats : Des analyses sont réalisées sur les produits finis (NPK, MS et MO). Les deux derniers résultats d'analyses relatifs à la recherche de métaux lourds et des paramètres bactériologiques devront être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Etude de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, articles 9.2.5.1 et 9.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure acoustique triennale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 9.2.5.1. Surveillance des niveaux sonores – mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique (en limite de propriété et en ZER) est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations (nouveau bâtiment D avec dispositif de traitement de l'air), puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. Article 9.3.4: Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Une étude de bruit a été réalisée le 24/06/2020. Il n'y a pas de dépassement en limite de propriété et en ZER.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Niveau d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 1.2.1

Information confidentielle :

Les volumes de production sont présentés ci-dessous:

- 3532: Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux...: 68 t /jour;
- 2170-1: Fabrication des engrais et support de culture à partir de matières organiques
-> année 2021: 34 480t non conforme
-> année 2022: 28 863t conforme
- 2780-1: Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t / j;
-> année 2021: 15 400t conforme
-> année 2022: 16 000t conforme
- 2260-a: Broyage – criblage de substances végétales ou tout autre produit organique:
Inchangé
- 2171: Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole: Inchangé